



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 0433

du 24 OCT. 2025

**portant prescriptions complémentaires applicables à la société SEVIA
pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de PONTIGNY**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-7 et R. 512-46-23 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° D1-81-947 du 9 décembre 1981 portant autorisation d'exploiter un dépôt d'huiles usagées sur la commune de Pontigny ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2010-0004 du 4 janvier 2010 portant prescriptions complémentaires ;

VU le dossier présenté par la société SEVIA du 31 janvier 2025, par lequel elle notifie une modification du niveau des émissions sonores de l'établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 septembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires porté à la connaissance de l'exploitant le 2 octobre 2025 ;

VU l'absence d'observations du pétitionnaire sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'activité du site est réduite à une opération de chargement par jour durant 1 heure et dont l'émergence en limite de propriété est inférieure aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;

CONSIDÉRANT que l'activité du site est réduite à une opération de déchargement (vidange) par semaine durant 1 heure et dont l'émergence en limite de propriété est inférieure aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;

CONSIDÉRANT que les niveaux sonores en limites de propriété sont non conformes au regard de l'arrêté préfectoral, mais conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;

CONSIDÉRANT que le site exploité par la société SEVIA sur le territoire de la commune de PONTIGNY n'a été à l'origine d'aucune plainte à ce jour ;

CONSIDÉRANT que la limite de bruit en limite de propriété, fixée par l'arrêté préfectoral à 45 dB(A), est très inférieure au niveau de bruit (70 dB(A)) de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

Article 1 – Niveaux acoustiques

Les dispositions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral n° D1-81-947 du 9 décembre 1981 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux de bruit ne peuvent excéder en limite de propriété de l'établissement 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite . »

Article 2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SEVIA.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, interrompant les délais mentionnés au 1. et 2. L'absence de réponse fait naître une décision implicite de rejet à l'issue d'un délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Pontigny,
- Madame la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **24 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Cécilia MOURGUES